

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

pays de l'est

l'échec d'un modèle

vietnam
**la désertion
américaine**

p. 3

**« le comte de paris
ou
la passion du présent »**

p. 2

yougoslavie

une succession difficile

● L'armée, seule force solide, sera peut-être l'arbitre de la situation, à la mort de Tito.

Un coup à droite ; un coup à gauche. Qu'est-ce donc qui agite la Yougoslavie de Tito ? Synonyme de « libéralisme », le modèle yougoslave du socialisme risque-t-il de perdre ce qui faisait son originalité ? Les témoignages concordent : depuis 1973 on assiste bel et bien à un raidissement du pouvoir.

Le maréchal Tito va mieux. Maître tout-puissant d'une fédération hybride, il lui faut songer à l'avenir. Mais quel avenir envisager pour cet ensemble de républiques souvent tentées par la grande aventure centrifuge ? Quel avenir pour ce socialisme libéral menacé par les tendances qu'il a secrétées ?

Alors, le président à vie a décidé de frapper. S'en prenant d'abord aux « Kominformistes », trop favorables à Moscou, il réaffirme à l'intérieur la spécificité du modèle de société yougoslave et à l'extérieur le respect du non alignement. Mais il ne lui suffit pas d'attaquer les staliniens. Les libéraux, de leur côté, représentent une menace tout aussi pressante.

« NORMALISATION »

L'épuration commence et n'épargne aucun milieu : la presse tout d'abord avec le remaniement du quotidien *Politika* dont l'habileté à se jouer de la censure lui a valu les faveurs du public... et bientôt les défaveurs du pouvoir. La revue *Praxis* connaîtra un sort plus rigoureux. Spécialisée dans les questions marxistes, elle se voulait une revue anti-totalitaire démocratique présentant les

études théoriques les plus actuelles et les plus vivantes. *Praxis* sera supprimée de même que la revue littéraire *Gradina* qui aurait « offensé la ligue des communistes yougoslaves » en publiant les impressions d'un émigré serbe revoyant son pays. L'Université ne sera plus plus épargnée avec la mise à l'écart de plusieurs professeurs de philosophie de Zagreb et de Belgrade. Enfin, au début de cette année, l'écrivain Mihajlo Mihajlov est condamné à sept ans de prison et quatre années d'interdiction de toute activité publique pour « propagande hostile » et « intelligence avec des groupes d'émigrés ». La Yougoslavie va-t-elle rejoindre le camp de ses voisins méditerranéens réputés instables ?

Rien n'est venu infirmer cette thèse. D'autant que l'économie n'est pas dans une situation très brillante : inflation, chômage, endettement extérieur, et dépendance vis-à-vis de partenaires étrangers (tel l'Allemagne de l'Ouest), la Yougoslavie est atteinte au même titre que les pays ouest-européens sans pour autant posséder les mêmes moyens de résister. Toutes ces données ne sont pas sans conséquences sur la diplomatie : tout en souscrivant au non-alignement, les dirigeants yougoslaves ont effectué un rapprochement avec Moscou et le camp socialiste (particulièrement au sein du Comecon) que même le récent procès des « Kominformistes » patronnés par certains pays de l'Est ne devrait pas remettre fondamentalement en cause.

Alors que veut Tito ? Le raidissement idéologique ne serait qu'une pièce du puzzle assemblé par le chef de l'Etat yougoslave pour préparer sa succession. Sa stature exceptionnelle rend les choses très difficiles. Qui, en cette période troublée, peut songer à remplacer cet homme imposé par l'Histoire, sans que sa nationalité le rende suspect aux autres républiques de la fédération, sans que ses positions idéologiques soient considérées comme trahissant la pensée titiste ?

L'exemple du gaullisme est à cet égard riche d'enseignement. Tout cela, Tito le sait. Ce n'est donc pas sans raison que depuis trois ans il tente d'élaborer un système suffisamment souple pour permettre à la fois la poursuite du modèle « libéral » yougoslave et l'indépendance du pouvoir face aux pressions des groupes idéologiques ou nationalistes. Pour ce faire, Tito compte essentiellement sur la large autonomie laissée aux républiques et sur l'appareil du parti.

Mais concrètement, par qui va s'incarner cette redoutable succession ? Tito, à la différence de Franco, n'a pas su se trouver un Juan Carlos. Seul nom à créer une certaine unanimité, Kardelj, l'idéologue officiel, est aujourd'hui malade ; la tâche serait trop lourde pour lui.

Alors, les yeux se tournent vers... l'armée. Ultime recours face à l'absence de candidat sérieux, elle pourrait intervenir si le besoin s'en faisait sentir. N'est-elle pas la seule force de la Fédération qui tout en étant neutre rassemble les Yougoslaves de toutes origines ? Elle pourrait fort bien se révéler l'arbitre de la situation.

Youri ALEXANDROV

le comte de paris ou la passion du présent

L'ouvrage de Philippe Vimeux paraîtra en octobre 1975, la souscription pour la parution de ce livre est ouverte dès cette semaine. Nos lecteurs sont invités à nous envoyer rapidement leur souscription.

L'édition originale comprendra :
— un exemplaire sur grand papier numéroté I, réservé à Monseigneur le Comte de Paris.

— Vingt-quatre exemplaires sur grand papier, numérotés de II à XXV, dédiés par l'auteur, avec en hors texte une photographie du Prince.

Cette édition est épuisée.

— Quatre-vingts exemplaires sur beau papier, numérotés de 1 à 80, dédiés par l'auteur.

Prix de souscription : 80 F.

Attention : il ne reste que quelques exemplaires de cette édition.

L'ensemble de l'édition originale ne sera vendue que par souscription et les commandes seront honorées dans l'ordre de leur arrivée.

L'édition courante du livre est aussi mise en souscription à des prix de faveur. Après la fin de la souscription l'ouvrage sera vendu 25 F plus les frais de port.

Prix de souscription :

1 exemplaire (franco)	22 F
3 exemplaires (franco)	60 F
5 exemplaires (franco)	95 F
10 exemplaires (franco)	150 F

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Nom :
Prénom :
Adresse :

souscrit à :

.... édition courante à 22 F l'exemplaire, soit F

.... édition originale, tirage limité à 80 exemplaires, à 80 F l'exemplaire, soit F

Adressez vos souscriptions accompagnées de leur règlement à l'I.P.N. B.P. 558, 75026 Paris Cédex 01, C.C.P. La Source 33 537 41.

éditorial

Le drame indochinois marque-t-il le début du « déclin américain », comme l'affirmait la semaine dernière avec une pointe d'angoisse une partie de la presse hebdomadaire ?

Qu'on le souhaite ou qu'on s'en inquiète, il est trop tôt pour l'affirmer, tant il est vrai que les revers essuyés par l'Amérique et les abandons auxquels elle a consenti par le passé n'ont en rien altéré sa puissance. C'est particulièrement vrai en Extrême-Orient où les Etats-Unis n'ont pu empêcher la victoire de Mao Tsé Toung, ni obtenir une victoire en Corée. Et on se souvient que le Président Nixon, il n'y a guère, avait consenti à la liquidation de Formose, tuant politiquement ce très fidèle valet que fut pourtant Tchang Kai Tchek.

Il est ainsi des morceaux de terre que les Etats-Unis ont proclamés bien haut « Bastions de l'Occident » avant de les traiter avec une suprême désinvolture. C'est, hélas ! le cas du Sud-Vietnam que l'impérialisme américain a transformé en champ de bataille — et d'expériences variées — tout en organisant sa destruction politique et son pourrissement moral. Ainsi, dix ans d'atrocités vaines, de mépris

des gens et de bêtise planifiée ont ouvert au Vietcong une voie royale. Car il faut être moralement et matériellement vendu à Washington pour faire de la déroute sud-vietnamienne un plébiscite en faveur des Etats-Unis — alors que le rire de Ford n'en finit pas de résonner. L'ignominie des dirigeants américains devrait faire réfléchir les Lon-Nol et les Thieu européens, et susciter la réaction des peuples qu'ils administrent. Car voici longtemps que des politiques et des militaires nous ont avertis que le seul résultat tangible de la « protection » américaine serait de transformer l'Europe en champ de bataille, avant de l'abandonner à son sort par crainte d'une riposte nucléaire. C'est pour cette raison que la France s'est donnée une force de dissuasion qui la met à l'abri de toute agression militaire et de tout abandon politique.

Aussi, la déroute indochinoise devrait-elle rendre impossibles les discours atlantistes et mettre un terme à l'organisation militaire américaine en Europe. Une vaste remise en cause diplomatique devrait dès maintenant se dessiner, où la France pourrait jouer un rôle essentiel dans le sens d'une libération

des pays européens de la domination américaine.

Ce n'est malheureusement pas le chemin qui est pris, mais au contraire celui d'une soumission toujours plus veule à l'impérialisme américain : en optant, jeudi dernier, pour le Y-16 contre le Mirage français, quatre pays européens ont choisi une dépendance encore plus grande à l'égard de Washington. Sans doute à cause d'une longue habitude de lâcheté politique. Sans doute par peur panique d'un retrait américain du continent européen, qui les forcerait à assumer eux-mêmes leur destin. Mais peut-être aussi parce qu'ils se souviennent encore d'un certain rapport, diffusé il y a quelques mois par un général « français », par la faute d'un gouvernement qui n'avait pas su empêcher la diffusion du document.

Tragique en Indochine et lamentable en Europe, la semaine écoulée montre que l'indépendance de la nation doit être notre premier souci. C'est une question de moyens techniques. C'est surtout affaire de volonté politique.

Bertrand RENOUVIN

vietnam

la désertion américaine

Le développement des « medias » et l'omniprésence planétaire de la télévision ont eu au moins un avantage : celui de faire ressortir l'atrocité de la pseudo-civilisation américaine. En quarante-huit heures, on a pu voir sur les écrans les photos de corps déchiquetés des enfants du Sud-Vietnam et le rire guilleret du Président Ford se dérobant à une interview sur l'Indochine.

FORD, MACHIAVEL DU PAUVRE

L'inconscience et la lâcheté de la seule nation au monde qui soit passée de la barbarie à la décadence sans connaître le stade de la civilisation, tuent. Une fois de plus. Mais de cela Ford n'a pas cure. On peut même se demander si les événements du Vietnam ne le réjouissent pas vraiment pour de bon. Pensez donc ! Du sang à la une à faire frissonner le plus rustre des farmers du Wyoming ! Quelle belle occasion de mettre en accusation devant l'opinion publique le Congrès à majorité démocrate qui a provoqué la tragédie en coupant les vivres à Thieu... et de préparer les présidentielles de 1976 !

On voit ce qu'est le fameux « parapluie » américain face au communisme cher à nos atlantistes impénitents : une vieille ombrelle mitée et trouée. Si le Vietcong ne triomphe pas définitivement au Vietnam du Sud, ce ne sera pas la faute de la Maison Blanche.

SEPT MILLIONS D'OPPOSANTS AU VIETCONG

La communisation de la Cochinchine, en effet, n'est pas inéluctable, dans l'immédiat tout au moins. Le G.R.P. (1) ne souhaite pas pour l'instant entrer à Saïgon et ne le fera que s'il est littéralement happé par le vide politique provoqué par l'effondrement du régime Thieu. Il lui faut d'abord « digérer » les conquêtes effectuées ces quinze derniers jours, organiser des populations errantes et affolées et surtout assurer ses communications avec le Nord-Vietnam dans une région dont le relief accidenté et la jungle étouffante rendent l'accès fort malaisé.

Par ailleurs, le Vietcong sait très bien que dans le delta du Mékong il y a deux millions et demi de catholiques irréductibles, dont un bon nombre a fui le Nord en 1954. En outre, la secte caodaïste encadre trois millions de personnes et la secte Hoa-Hao en contrôle deux autres millions. Ces sectes, qui avaient fait alliance avec les Viets au tout début de la première guerre d'Indochine et qui se sont très vite brouillées avec eux, savent que leur victoire signifierait leur mort. Bref, le G.R.P. redoute de devoir affronter en cas d'irruption dans le delta une nouvelle guerre dans laquelle les guerilleros seraient, cette fois, anticommunistes.

Il va donc chercher dans l'immédiat à provoquer la formation à Saïgon d'un gouvernement

de coalition à trois composantes (pro-occidentale, neutraliste et communiste) qui serait, de par le poids du Vietcong, un semi-satellite du Nord-Vietnam, un peu comme la Finlande par rapport à l'U.R.S.S.

ET LE JAPON ?

A terme, il est certain que le risque de communisation demeure très grand. A moins que les forces anticommunistes ne trouvent un soutien extérieur pour remplacer les Etats-Unis défaillants. Les Japonais joueraient volontiers ce rôle car ils cherchent à nouveau à se ménager des zones d'expansion économiques, voire démographiques.

Depuis plusieurs années, d'ailleurs, leur budget militaire a considérablement gonflé. Comme dans les années trente et avec les mêmes conséquences désastreuses pour la paix. Les Chinois, en effet, ne resteraient pas indifférents à la renaissance d'un militarisme japonais. La pauvre Indochine semble décidément destinée à être l'enjeu et le champ clos des luttes entre les grands impérialismes.

Arnaud FABRE

(1) Gouvernement Révolutionnaire Provisoire fondé en 1972 à l'instigation du Vietcong.

La crise de la société capitaliste et productiviste en Occident incite les communistes à exalter le modèle, à tout le moins l'exemple soviétique. Mais les sociétés de l'Est connaissent la même crise avec les mêmes symptômes, masqués de plus en plus malaisément.

le totalitarisme quotidien

Des témoins, qui furent presque tous des martyrs, nous ont tout dit des différents cercles de l'enfer totalitaire. Et des historiens, comme Dominique Desanti (1), ou des intellectuels, comme Edgar Morin (2), nous ont expliqué la logique politique et mentale qui les conduisit au délire stalinien. Mais rares sont les ouvrages (3) décrivant, sans contestation possible, la vie quotidienne dans les pays socialistes — outre les confessions d'évadés dont on peut toujours dire qu'ils « en rajoutent » et qu'ils ont été achetés.

Le livre de Christian Jelen (4) ne peut tomber sous cette accusation puisqu'il s'appuie sur la simple lecture de la presse officielle de trois pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie) qui présentent la caractéristique commune d'avoir connu de graves révoltes populaires au cours des vingt dernières années.

LA SOCIÉTÉ DU SOUPÇON

Dans les trois cas, une « normalisation » s'ensuivit, qu'il est intéressant d'étudier au moment où le parti communiste français recommence à faire l'apologie du « modèle socialiste » représenté par les pays de l'Est.

Il n'y a pourtant pas de quoi se féliciter. Car la « normalisation » n'a jamais été autre chose qu'une restauration de l'ordre ancien, contre quoi s'étaient soulevés Hongrois, Polonais et Tchèques. Restauration du rôle dirigeant du Parti contre les conseils ouvriers et des syndicats redevenus de simples courroies de transmission. Restauration du terrorisme idéologique pour cette simple raison qu'il « ne peut y avoir plusieurs courants politiques se réclamant du marxisme car il n'y a qu'une seule vérité marxiste ». Restauration enfin du rôle prépondérant de la police, dont l'emprise n'a cessé de s'étendre puisqu'elle prétend mobiliser à son service, outre l'administration et le Parti, certaines professions comme la médecine.

Omnipotente et omniprésente, la police politique joue donc un rôle essentiel dans la vie du citoyen socialiste. A tel point que, face à cette menace multiforme, chacun se sent ou s'imaginer perpétuellement épié et se renferme dans un silence qui, sans offrir de protection totale, le met au moins à l'abri des provocateurs.

Il ne s'agit pas là de « propagande capitaliste » ou de « mensonge bourgeois » puisque, selon la presse locale, on dresse les jeunes tchèques à détecter l'ennemi de classe qui peut être aussi bien un camarade, un professeur ou un parent. La salle d'étude et la maison familiale ne sont donc pas des endroits sûrs, et le silence peut être forcé par les interrogatoires inopinés à l'occasion de démarches administratives, ou par des questionnaires minutieux dont Christian

Jelen produit un exemplaire... avec les bonnes réponses.

UN HOMME NOUVEAU ?

Un nouveau type d'homme naîtrait-il de ce laminage constant ? Le citoyen socialiste semble au contraire subir une aliénation identique à celle que Marx observait chez le prolétaire de l'entreprise capitaliste du XIX^e siècle, privé de syndicat et subissant la loi d'airain de l'économie. A l'Est, le maître a simplement changé et les dames d'œuvres catholiques ont été remplacées par les discours des activistes du Parti. Mais le travailleur reste un individu déraciné, privé de passé, exploité par l'Etat comme autrefois par l'entrepreneur, soumis aux petits chefs qui lui imposent le rendement maximum. Ainsi le mineur polonais dont Jelen cite le journal intime, qui n'est qu'une marionnette entre les mains du pouvoir, machine à produire qu'on a rendue indifférente aux autres, individu perdu au milieu d'une foule solitaire.

Car la « dictature du prolétariat » est en réalité celle d'une nouvelle classe dirigeante, idéologique et surtout bureaucratique, qui professe un parfait mépris à l'égard de la classe ouvrière, réputée trop « inculte » pour exercer la moindre parcelle de pouvoir. D'ailleurs, comme l'avoue le mensuel officiel des syndicats hongrois, « faire des remarques critiques requiert du courage, étant donné que la critique des points faibles de l'entreprise n'est pas sans danger ». Reste la possibilité — récente — d'accéder à la « société de consommation », copie conforme du modèle occidental : elle représente une soupape de sécurité pour le pouvoir, mais entraîne une véritable suraliénation chez des citoyens cherchant à combler leur désespoir par la possession matérielle. D'où une fuite vers les paradis artificiels, comme en Occident. En Pologne, 18 % des accidents du travail sont provoqués par l'alcool ; en Hongrie, 25 % des lits de clinique sont occupés par des alcooliques ; en Tchécoslovaquie, l'alcool est la cause du quart des délits criminels.

C'est que, comme le disait une jeune sociologue hongroise, « nous n'avons le droit de ne penser qu'aux insignes et emblèmes nationaux des Etats-Unis, aux T-shirts américains, aux blue jeans, aux bagnoles et aux résidences secondaires, bref aux « signes extérieurs de richesse ». C'est le « consomme et tais-toi » revu à la mode soviétique, accompagné d'un dessèchement intellectuel organisé par les idéologues officiels : on connaît le sort des écrivains tchèques, la chape de plomb qui pèse sur toute création artistique, la censure qui va jusqu'à mutiler Brecht. Là aussi, c'est la solitude et le désespoir, contre lequel il faut lutter par de pauvres artifices qui rappellent ceux utilisés par la presse française sous l'Occupation.

UNE ÉCONOMIE NOUVELLE ?

Encore, si le socialisme avait fait ses preuves dans l'organisation des forces productrices ! Mais on sait, depuis des livres d'Ota Silk et de Wellisz (5), que l'économie socialiste aboutit à un gigantesque gaspillage d'hommes, d'argent et de matières premières. D'où l'existence d'une véritable société parallèle. Celle du travail noir qui vient combler les manques et atténuer les à-coups de la planification socialiste. Celle des combines, des trafics en tous genres qui prospèrent en raison de l'aveuglement bureaucratique, et dont tout le monde se rend complice du haut en bas de la pyramide. Car chacun sait que, pour ne pas périr, l'économie a besoin du marché parallèle. De même que chaque citoyen, pour ne pas se tuer de désespoir, vit une double vie, nourrie d'une double pensée. Il y a la vie publique, où l'on vénère le Parti et les frères soviétiques. Et la vie privée où on les voue au diable. Il y a la pensée publique, composée selon les slogans du jour. Et l'autre, personnelle et secrète. Société de mensonge forcé et permanent, qui n'épargne même pas les enfants. « Témoin, nous dit Jelen, cette fillette de huit ans qui, en présence de sa mère, montait sur une table et faisait un discours à ses poupées sur les bienfaits du socialisme. Une fois redescendue par terre, elle se sentait obligée de dire : « Tu sais bien, maman, que je ne crois pas un mot de ce que j'ai dit. Mais il faut parler ainsi ».

Anecdote atroce qui résume la vie quotidienne des sociétés totalitaires, et l'aliénation qui en résulte. Bien sûr, Pierre Daix préfaçant le livre nous assure que les pays normalisés et soviétisés n'ont rien à voir avec le marxisme. Ultime et tragique effort pour sauver, à défaut de son adhésion militante, les certitudes intellectuelles qui furent celles de toute une vie. Car comment oublier que ce totalitarisme politique procède d'une doctrine qui se présente comme la vérité absolue, mutilant déjà l'homme et se posant comme une religion séculière grosse de toutes les Terreurs. « Le goulag est né en 1844 », rappelait récemment Maurice Clavel. Heureusement, les peuples de Budapest et de Prague ont montré qu'on pouvait conserver la petite flamme qui incendie l'édifice. Elle s'appelle liberté, et aussi nationalité, qu'aucune tyrannie ne saurait faire mourir.

B. LA RICHARDAIS

(1) Les Staliniens (voir « NAF » n° 196).
(2) Autocritique (Le Seuil).
(3) Un des meilleurs est celui de Merle Fainsold : Smolensk à l'heure de Staline (Fayard).
(4) Christian Jelen : Les Normalisés (Albin Michel).
(5) Ota Silk : La vérité sur l'économie tchécoslovaque (Fayard) et S. Wellisz : Initiation aux économies socialistes (Editions ouvrières)..

le "modèle" soviétique

L'année 1974 aura sans doute été la première année d'une mutation structurelle qui va affecter sur une longue période l'ensemble des pays industrialisés. Largement remise en cause, et non plus seulement par les seules analyses intellectuelles, la croissance devrait prendre progressivement une tout autre dimension aussi bien quantitative que qualitative.

Le problème qui se pose est alors de dominer la nécessaire période d'adaptation désignée plus communément sous le vocable de « crise économique ».

Certes, cette dernière s'observe sans difficulté à travers l'accélération de l'inflation, la désorganisation encore plus grande que précédemment des paiements internationaux et le ralentissement brutal (encore que modulé dans son ampleur et dans le temps selon les pays) de l'expansion. Mais la gravité de cette récession, la plus importante depuis 1945, redonne une nouvelle vigueur à l'analyse marxiste de la « crise du capitalisme ».

LUTTE DES CLASSES...

Ainsi se développent avec un certain succès deux types de phénomènes. D'une part, le moment approche où le « jeu social » redeviendra un jeu à somme nulle, c'est-à-dire où aucun partenaire social n'obtiendra avantage qui ne soit arraché à quelque autre. Le ralentissement de l'expansion signifie la disparition de cette époque qui, comme l'écrivait Pierre Massé dans « Les Dividendes du Progrès », ouvrait à l'esprit « une perspective enivrante, celle du jeu où tout le monde pourrait gagner » (1). Le vieil antagonisme de classe renaît tandis que le surplus de richesse dégagé par les économies industrielles se trouve accaparé, au moins en partie par les pays détenteurs de pétrole, ou de matières premières. Certains n'hésitent pas à qualifier cette situation de *révolutionnaire*. Elle pourrait l'être, dans tous les sens du terme.

CRISE DU CAPITALISME...

Deuxième phénomène : la résurgence des analyses de Marx sur la chute du capitalisme. Marx avait dit que le capitalisme trébucherait de crise en crise, successivement plus graves jusqu'à en mourir. L'essence même du capitalisme étant selon lui de développer la force productive de la Société, alors que d'autre part il maintenait la puissance de consommation des travailleurs dans d'étroites limites, aussi « plus la puissance productive se développe, plus elle rencontre comme obstacle la base trop étroite de la consommation » (2).

Ainsi, depuis la grande crise de 1929, « tout un institut est chargé à l'Académie des Sciences de Moscou de scruter en permanence le ciel des pays capitalistes pour annoncer à temps le grand événement au cas où il arriverait » nous rappelle l'économiste Pierre Kende dans le dernier numéro de la revue *Esprit*. Mais l'économiste soviétique Eugène Varga, directeur de cet Institut, finit par admettre qu'il ne fallait plus espérer que la chute du capitalisme proviendrait de ses crises économiques. Car la théorie de Marx

se révélait totalement erronée à la lumière du développement prodigieux des sociétés industrielles depuis l'immédiat après-guerre. Développement fondé essentiellement sur la consommation et plus précisément sur l'anticipation de la demande largement entretenue par les constantes *innovations*, réelles ou non, et une *publicité* plus « vendeuse » que jamais. Mais, pour une part non négligeable, l'inflation galopante fut l'inévitable rançon de cette société dite « de consommation ».

Inflation qui est peut-être à l'origine de la crise actuelle, et peut au moins être tenue pour responsable de l'ampleur nouvelle de la récession économique, partant du chômage.

Alors, les vieux mythes resurgissent, les formules incantatoires sont prononcées. Marx avait raison. La crise « générale » du capitalisme est pour bientôt. Aux travailleurs, premières victimes de cette crise, on répète qu'il existe là-bas, à l'Est, des pays qui ne connaissent ni chômage, ni inflation. Si Georges Séguy le dit, cela doit être vrai ! Ne rappelait-il pas récemment dans *l'Humanité* que « la population des pays socialistes ne connaît ni inflation, ni chômage » (4). Il faut le dire, le répéter puisque « M. Giscard d'Estaing et ses pareils craignent comme le feu que les travailleurs, les familles qui vivent chez nous dans les difficultés et l'incertitude apprennent qu'il existe des pays où il n'y a ni inflation galopante, ni dégradation du pouvoir d'achat, ni chômage, ni peur de ce que seront les lendemains » (5).

Bien sûr on se défend de présenter « l'expérience soviétique » comme un modèle, ainsi que le rappelait la semaine dernière, dans ces mêmes colonnes, Arnaud Fabre citant J.-M. Catala, secrétaire général des Jeunesses communistes, dont l'intention semble être de bâtir « un socialisme aux couleurs de la France » (6).

... ET CRISE DU SOCIALISME

Concept équivoque que celui de socialisme. Il peut traduire aussi bien la volonté de bâtir une société plus juste permettant une répartition plus équitable des fruits de la croissance et une redistribution des pouvoirs, qu'un type de société constituant en dernière analyse la forme achevée du « capitalisme ». Capitalisme d'Etat, monopolistique, technocratique et bureaucratique surtout, sécrétant ses propres parasites, cette « nouvelle classe » dénoncée par Djilas, seule épargnée par l'angoisse du lendemain, le chômage, l'inflation.

La socialisation des moyens de productions, la planification centralisée devait permettre, selon la doctrine soviétique, de concilier à la fois croissance régulière et stabilité des prix.

Il n'en est rien, et dans « Les Normalisés » Christian Lelen note : « J'ai bien lu dans la presse hongroise que les loyers ont été majorés de 60 % en 1969, les transports publics de 100 % en 1970, les produits laitiers de 35 % en 1973 » (7). Et chacun se souvient de la Pologne et de ces augmentations décidées en 1970 et qui provoquèrent les grèves de Szczecin et de Lods. Mais la Pologne et la

Hongrie peuvent être considérées comme deux exceptions dans les pays de l'Est. Seules elles publient une information économique digne d'intérêt, encore que bien restreinte. Les autres pays ne connaissent pas — ne peuvent pas connaître l'inflation — et pour une raison bien simple, elle n'existe pas officiellement. Les statistiques sont simplement truquées — en R.D.A., en Roumanie — ou quasiment inexistantes. Mais les révélateurs de l'inflation existent, plus significatifs qu'un quelconque indice INSEE ou que l'indice de la C.G.T., et ce sont « les files d'attente devant les magasins, les achats anticipés par crainte du lendemain » (8), le prospère marché noir ou encore les propos de la presse soviétique elle-même, puisque « selon la *Komsomolskaja Pravda* du 25 décembre 1974, les Soviétiques se ruent sur le thé et le café, les détergents, les articles de coton en raison de rumeurs de hausses prochaines » (8). Hausses plus souvent déguisées par des stratagèmes empruntés aux sociétés capitalistes : les produits qualifiés de « nouveau » pouvant être vendus plus chers.

L'INFLATION MASQUEE

Inflation donc, et sous deux formes spécifiques : pénurie physique et rationnement par les prix. Pourtant, le régime maîtrise en principe la formation de tous les revenus, en sa qualité d'employeur unique des salariés, mais « aucune pression organisée sur les salaires ne peut s'exercer dans un régime qui a privé les travailleurs de toute représentation syndicale digne de ce nom » (8). Maître absolu de l'économie, la planification n'a pu faire pour autant disparaître l'inflation, ni le chômage.

Car le chômage existe en U.R.S.S. comme dans les pays de l'Est, sous un autre nom il est vrai, celui de *travail forcé et obligatoire*, dans des camps dont l'Organisation Internationale du Travail dénonçait récemment encore l'existence, en 1975 comme au temps de Staline.

Non, le modèle soviétique n'est pas la panacée aux maux dont souffrent les économies occidentales. En serait-il ainsi que le prix de la disparition du chômage et de l'inflation paraîtrait bien cher en regard de tous les « Goulags » et de toutes les « normalisations ».

N'existe-t-il alors aucune solution aux crises engendrées par le capitalisme oligopolistique (du petit nombre) autre que le capitalisme monopolistique qui sévit à l'Est ?

L'espoir ne réside ni à l'Ouest ni à l'Est. C'est dans sa propre histoire que le peuple doit trouver les moyens de sa libération. Ceux qui lui proposent le modèle soviétique ou le modèle américain lui promettent en fait un asservissement plus profond.

P. D'AYMERIES

(1) Pierre Massé : « Les Dividendes du Progrès ». Le Seuil.
(2) Karl Marx : « Le Capital ». Livre III, chapitre XV.
(3) « Esprit », mars 1975.
(4) « L'Humanité », 27 février 1975.
(5) Charles Fitermann, « L'Humanité », 27 février 1975.
(6) Cité dans la « N.A.F. », 3 avril 1975.
(7) Christian Lelen : « Les Normalisés ». Albin Michel.
(8) « Esprit », mars 1975.

prisons

« la tragédie de clairvaux »

Le 22 septembre 1971, le pays se réveillait dans la consternation. Les radios, la télévision avaient annoncé l'horrible dénouement du drame de Clairvaux. Depuis la veille, l'énorme forteresse, ancienne abbaye cistercienne devenue Maison Centrale, était au cœur de l'actualité. L'immense bâtisse était sur le pied de guerre, l'administration pénitentiaire et le ministère de la justice sur le qui-vive, la France entière en émoi.

Deux détenus, réputés dangereux dans cette maison qui n'accueillait que les criminels les plus endurcis, Claude Buffet, purgeant une peine de réclusion à perpétuité et Roger Bon-temps, condamné à vingt ans de prison, s'étaient emparés de l'infirmerie de la centrale où ils tenaient en respect l'infirmière Mme Comte et un gardien, M. Girardot, menaçant d'égorger les deux otages si on ne les laissait pas s'enfuir avec des armes et deux cent cinquante cartouches, dans deux voitures équipées de radio.

Les autorités ne voulant pas se plier aux folles exigences des insurgés, passèrent à l'attaque en pleine nuit, après avoir minutieusement pesé les risques et les chances de réussite de l'opération. Hélas, malgré les charges de plastic, le courage des assaillants, l'extraordinaire rapidité de l'assaut, les deux hommes avaient eu le temps de mettre leur menace à exécution : Nicole Comte et Guy Girardot gisaient, la gorge tranchée par des poignards que les détenus avaient pu confectionner dans l'atelier de mécanique.

C'est non seulement le drame tel qu'il s'est déroulé, mais sa préparation, ses causes proches et lointaines, le système pénitentiaire, la terrible progression des deux accusés dans la délinquance, leur hallucinant et pitoyable destin que René Vigo, avocat au barreau de Troyes, nous retrace.

D'une objectivité parfaite, relatant les faits sobrement et sans complaisance, René Vigo ne cherche pas à rendre responsables les forces de l'ordre ni le directeur de la prison. Il

sait la part de hasard qu'il y a dans toute initiative humaine, surtout dans des circonstances aussi dramatiques. Aucune thèse grandiloquente et prétentieuse qui tendrait à charger « la Société ». Il connaît trop bien le problème du dedans, véritable échec où les mobiles psychologiques et caractériels, les réalités pénitentiaires, les causes inhérentes au système judiciaire et administratif, s'enchevêtrent désespérément. Il a une connaissance parfaite du dossier et personnelle — après plusieurs entretiens — de Buffet. Il peut témoigner à ce propos de la personnalité inquiétante, hors du commun, du personnage.

Le procès en cour d'Assises devait commencer le 26 juin 1972. Maîtres Lévy et Crauste avaient été désignés par Buffet pour être ses avocats. Le 17, coup de théâtre, Buffet récuse ses conseils. Ne chuchotait-on pas qu'il avait écrit au président de la République une lettre inouïe dans laquelle il expliquait son désir de ne pas être défendu, sa lassitude de la vie, et sa menace de tuer encore s'il n'était pas condamné à mort.

C'est alors que Maîtres Vigo et Honnet sont désignés d'office. Mais dès le début de l'audience, Buffet revient sur sa décision et fait part de sa volonté de reprendre ses défenseurs précédents. René Vigo s'éclipse, mais son labeur pendant ces neuf jours n'aura pas été inutile. Il connaît son « client » aussi bien que s'il l'avait côtoyé pendant des années. Il n'a, d'autre part, pas attendu l'affaire pour se faire une opinion personnelle sur le monde carcéral et particulièrement sur ces centrales où l'on enferme dans le vice, la promiscuité, le désœuvrement à peine tempéré par le tressage dans l'atelier de vannerie, des hommes réputés « inamendables ». Aussi, le procès parallèle des prisons, d'une explication inutile et malfaisante, d'un système qui, loin de dissuader et de guérir, encourage à la récidive, n'est-il pas soulevé bruyamment par l'auteur. Ce procès, les faits d'eux-mêmes le provoquent. La comparaison de témoins, pour la plupart médecins, psychiatres,

magistrats, sous-préfet, ainsi que le directeur de la prison de Clairvaux, est explicite. Albert Petit, en particulier, juge au tribunal de Grande Instance de Troyes, juge de l'application des peines de 1967 à janvier 1971, fit jaillir la lumière sur les causes profondes du malaise. Ne parle-t-il pas de tout un esprit administratif, ne laisse-t-il pas sous-entendre un véritable totalitarisme jacobin, mélange d'anarchie et de terreur, d'arbitraire et de pagaille, de brutalité et de laisser-aller, inhérent au système français et dont le monde carcéral est un impitoyable révélateur ?

A Clairvaux, n'y avait-il pas à la fois des scènes terribles — des gardiens s'en prenant sauvagement à des détenus en mal d'évasion — voisinant avec un relâchement incroyable permettant à des délinquants de se déplacer librement dans la centrale et jusqu'à l'infirmerie. Le traitement modique et les conditions de vie des surveillants — guère plus enviables que celles des détenus — entretenaient cette insécurité.

Que penser d'un système judiciaire où la personnalisation des peines est lettre morte, où un jeune délinquant à toutes les « chances », après un passage dans une prison-pourrissoir, de gravir les échelons de la délinquance, et que penser de ces forteresses inexpugnables où sont enfermés quatre-vingts détenus pour un gardien, mais d'où on peut cependant s'évader, où l'on peut pratiquer des prises d'otages, parce que la surveillance est inadéquate.

A aucun moment, l'auteur ne cherche à estomper la perversité des assassins, à nier leur faculté de discernement devant le mal. Leur responsabilité est totale. Mais un drame comme celui-ci a rarement une seule cause, fût-il du fait de l'homme. Le mérite de l'auteur est d'en avoir trouvé d'autres, enfouies, bien que criantes, et qui à travers l'inertie administrative pourraient faire l'objet d'un procès bien plus vaste.

Pierre AYMÉ-MARTIN

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (20 F), 6 mois (40 F), un an (70 F), de soutien (120 F) (*)

NOM :

Prénom :

Adresse :

Profession :

Année de naissance :

(*) Encadrez la formule de votre choix.

C.C.P. NAF 642-31 Paris

à retourner à la naf - 17, rue des petits-champs - paris 1er

diffusion de la naf - hebdo

région parisienne

La N.A.F. n'est pas diffusée dans les kiosques. Notre réseau de distribution est donc tributaire de la bonne volonté de nos militants. Une réorganisation de cette diffusion est en cours dans la Région parisienne. Nous recherchons des militants susceptibles de fournir régulièrement ce petit travail.

Prenez contact dans les locaux avec Frédéric Aimard qui vous renseignera.

POINTS DE VENTE DE LA REGION PARISIENNE

(première liste)

- Librairie Lamblot, 10, rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.
- Kiosque, 63, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.
- Kiosque, 23, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.
- Kiosque, 21, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.
- Librairie Française, 27, rue de l'Abbé-Grégoire, 75006 Paris.
- Librairie L'Aurore, 3, carrefour de l'Odéon, 75006 Paris.
- Librairie Grégori, 26, rue du Bac, 75007 Paris.
- Librairie Roquain, 10, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris.
- Librairie 226, rue du Faubourg Saint-Martin, 75010 Paris.
- Kiosque (devant le Miramar), place du 18-Juin, 75015 Paris.
- Librairie Air Marine, 1, avenue de la Porte-de-Sèvres, 75015 Paris.
- Librairie, 39, avenue Laumière, 75019 Paris.
- Librairie, 100, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris.
- Librairie, 149, rue de Belleville, 75019 Paris.
- Librairie Bouchaud, 4, place de la Porte-de-Bagnolet, 75020 Paris.
- Kiosque, 10, place Gambetta, 75020 Paris.
- Librairie La Caravelle, rue du Départ, 95 Enghien.

tours au travail

A Tours, les 4, 5 et 6 avril s'est déroulée une session de formation doctrinale et technique. Sous la responsabilité d'Arnaud Fabre, les participants suivirent une suite d'exposés : « Société en crise. Pour une autre croissance. Réhabiliter la nation. Le problème politique ». Quant à la partie de formation technique (expression écrite, expression orale à l'aide du magnétophone, réflexion sur un thème de campagne et un thème d'affiche), elle était assurée par l'équipe de la Gazette du Val-de-Loire, sous la direction de Pierre Larmande.

Ce type de session est très enrichissant, tant pour les participants qui peuvent ainsi remettre à jour leurs connaissances doctrinales et découvrir des techniques nouvelles, que pour le mouvement lui-même qui voit sa cohésion renforcée par quelques jours de vie communautaire. La présence d'un responsable national facilite aussi la circulation de l'information et permet à la direction de mieux comprendre les préoccupations des militants de province et d'expliquer de son côté la ligne suivie par le mouvement.

De ces confrontations naît une communion parfaite entre les militants qui vivent ainsi avec le mouvement, ses problèmes et ses interrogations.

N.A.F. TOURS

harkis

Ainsi que nous l'avions laissé prévoir, les anciens harkis sont repassés à l'action pour faire reconnaître leurs droits essentiels. Depuis le 1^{er} avril au matin, cinq grévistes de la faim occupent la cathédrale d'Evian-les-Bains. A quelques jours du voyage de Giscard en Algérie, ils entendent à nouveau attirer l'attention de l'opinion publique sur leur sort. Nous demandons à tous nos amis et lecteurs de la région (Ain, Savoie et Haute-Savoie, Suisse) de venir les visiter pour leur apporter par leur présence un réconfort moral et une amitié qui leur sont refusés par le gouvernement. Que ceux qui ne peuvent se déplacer n'hésitent pas à leur envoyer lettres et télégrammes de soutien à l'adresse suivante : Grévistes de la Faim, cathédrale, place d'Allinges, 74500 Evian.

mercredis de la naf

Chaque semaine la N.A.F. organise une conférence suivie d'un débat. Les réunions ont lieu à 21 heures, 12, rue du Renard Paris-4^e (salle du 2^e étage). (Métro Hôtel de Ville).

Mercredi 9 avril : le Parti Communiste en 1975, par B. Renouvin.

Mercredi 16 avril : les marxistes devant la crise, par G. Leclerc.

COMMUNIQUE DU CLUB DE LA PLAINE MONCEAU

Le jeudi 17 avril, dîner-débat à 20 heures au restaurant « Le Procope », 13, rue de l'ancienne-Comédie, 75006 Paris, sur le thème « Nouvelle morale et société industrielle », sous la présidence de M^r Georges Paul Wagner et avec la participation de l'auteur du livre « Le choc du passé » et Gérard Leclerc. Inscriptions au Club de la Plaine-Monceau, 13, rue de Saint-Marceaux 75017 Paris (754-46-58) avant le 15 avril. Participation aux frais : 50 F, étudiants : 40 F.

DINER RENCONTRE CHAQUE VENDREDI

Tous nos lecteurs de la région parisienne ainsi que nos amis de province en visite à Paris peuvent participer chaque semaine à notre « dîner-rencontre » qui rassemble les principaux rédacteurs de la N.A.F. et des militants. Inutile de s'inscrire à l'avance, il suffit de se trouver à 20 heures dans les locaux du journal. Prix du repas au restaurant : 14 F.

**la nouvelle
ACTION FRANÇAISE**

Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement trois mois : 20 F

Abonnement six mois : 40 F

Abonnement un an : 70 F

Abonnement de soutien : 120 F

C.C.P. N.A.F. Paris 642-31

Directeur de la publication
Yvan AUMONT

Imprimerie Abexpress

72, rue du Château-d'Eau - Paris (10^e)

abonnez-vous à la naf-hebdo

I'état et la révolution

La réflexion commencée il y a trois semaines pourrait se résumer ainsi : dans une crise qui remet tout en cause, les fondements spirituels et moraux, les mœurs, les structures économiques et sociales, est-il encore possible de proclamer : « politique d'abord ! ». Le débat n'est pas neuf. Il y a beau temps qu'on oppose tour à tour au mot d'ordre maurrassien, soit l'économie d'abord de Marx et de Saint Simon, soit le Primauté du spirituel de Maritain, soit encore le santé d'abord qu'un Gustave Thibon entend comme une restauration des mœurs (qu'il n'oppose d'ailleurs pas lui-même à la priorité de l'institutionnel mais au déluge de moralisme cérébral moderne). Dans le courrier reçu, les critiques formulées ici et là, parfois de façon virulente, je retrouve les mêmes objections.

A l'intérieur de la revue *Esprit*, une controverse de ce style a jadis opposé un Jacques Ellul à Emmanuel Mounier. Dans son livre (1) Michel Winock y fait une brève allusion : « Il ne pouvait pas, écrit Ellul de Mounier, renoncer à cette conception d'un homme décidant presque librement, choisissant l'usage et, demiurge, à chaque instant capable de dominer les puissances. » Le théologien protestant répugnait à cet optimisme qui contredisait à la fois ses observations sociologiques et ses convictions religieuses. Il me semble, à la lecture d'une œuvre à vrai dire passionnante, que les tendances de l'universitaire bordelais n'ont fait que se renforcer. Au terme d'une étude très serrée sur la nature de la « révolution », il laisse entendre que celle-ci sera personnaliste ou ne sera pas, c'est-à-dire qu'elle dépend d'une révolution intérieure, d'une « métanoïa ». L'espérance oubliée accentue l'évolution vers une vision encore plus eschatologique des choses, suspendant le cours d'une histoire désespérée à l'attente prophétique de la communauté des croyants. Paradoxalement, on retrouve une conception voisine chez certains catholiques pessimistes, délaissant l'action politique proprement dite parce que désormais inefficace et vaine.

BUREAUCRATIE ET REVOLUTION

Pourtant, l'histoire est là qui fait la substance de nos vies et nous sollicite concrètement, ou qui se décide en dehors de nous à coup d'actes politiques, de guerres, de révolutions, de profits économiques, de grèves, d'expansion d'urbanisme, de famine, etc. Comment lui rester étrangère ? Nous ne voulons pas lui rester étrangère, répondront les adeptes de *Primauté du spirituel*, nous voulons lui restituer une âme qui en renouvellera l'inspiration, en changera le cours. Peut-être, et même certainement ! Mais cela dispense-t-il de penser les choses politiquement ? Péguy le mystique a suffisamment proclamé que le spirituel couchait dans le lit de camp du temporel, pour qu'en notre temps des chrétiens se rappellent que leur religion est celle de l'Incarnation.

D'autres, qui n'oublient pas cette impérieuse nécessité, pensent que c'est par une action à la base, dans son quartier, son entreprise, son syndicat que l'on pourra changer l'âme de la cité, à condition que les militants soient suffisamment « ressourcés » pour être les animateurs, les citoyens responsables d'institutions nouvelles. De plus radicaux leur opposeront que leurs bonnes volontés ne pourront rien contre un système bureaucratique et centralisé qui s'oppose à une authentique par-

ticipation. Ou encore, diront-ils, cette société foncièrement anémiée par l'esprit de lucre secrète l'injustice. Il faut donc commencer par l'abattre. Certains sociologues, un Michel Crozier par exemple, ont fait d'excellentes analyses sur le phénomène bureaucratique, en démontrant comment il constituait l'obstacle majeur pour que s'instaure un socialisme digne de ce nom. Ivan Illich avec son idée de force de convivialité, sa théorie de la dimension de l'outil va dans le même sens, épaulé par l'équipe actuelle d'*Esprit*. Comment sera renversée la bureaucratie ? Cela, on n'en sait trop rien. Par une mobilisation de l'opinion populaire dont l'unanimité ferait sauter tous les barrages : c'est un peu l'idée d'Illich. D'autres croient à des actions subversives spectaculaires qui bloqueraient la machine en des points essentiels.

A vrai dire, ces deux solutions me semblent illusoire. La première pêche par idéalisme. A la seconde, le profond sociologue qu'est Jacques Ellul a fait des objections décisives : « C'est précisément l'organisation qui tend à se substituer à la bureaucratie, remplissant le même rôle qu'elle, mais avec souplesse, finesse, intelligence, apparente adaptation, alors que tout cela ne sert qu'à renforcer le cadrage et à assurer plus d'efficacité dans l'exécution. Les études de Crozier qui cherchent à dissiper le vain spectre de la bureaucratie au profit de la bonne et saine organisation faite d'hommes me paraissent redoutables, et bien plus encore la superbe réforme de l'E.N.A. en 1968 qui produira enfin des scientifiques de l'organisation » (2). En d'autres termes, lutter en ce moment contre la bureaucratie, ses rouages compliqués, sa lourdeur, c'est renforcer la technocratie experte en organisation. Nulle part mieux qu'en ce domaine, la force récupératrice du système ne ferait sentir son emprise à l'encontre d'une entreprise subversive.

Et pourtant, tous ces gens ont raison, leurs mots d'ordre sont pertinents, leurs analyses souvent perspicaces. Alors ? Alors, il leur reste à tous à prendre la vraie mesure du politique, qui loin de contredire leurs aspirations, leur donnera efficacité, et loin de contredire leur primauté ontologique de leurs espoirs les confirmera en revendiquant pour lui d'exister humblement.

UN TEXTE FONDAMENTAL DE CLAUDE BRUAIRE

Nos lecteurs savent que nous avons fait un « sort » à la *raison politique* de Claude Bruaire, tant cet ouvrage nous paraissait indispensable, central. Malheureusement, il ne semble pas qu'ailleurs on lui ait fait le même accueil. Ce qui pourrait largement expliquer l'enlèvement de nos intellectuels face à la crise. De cet ouvrage je voudrais citer aujourd'hui un passage déterminant, d'une force, à mon avis, imparable.

« On a bien parlé d'une « crise de civilisation ». Mais souvent pour innocenter les politiques. Sans doute l'entraînement au progrès économique est, sauf à réviser tous nos postulats, une sorte de fatalité. Aucun gouvernant ne peut faire marche arrière. La technique, la civilisation industrielle continueront inexorablement. Cette civilisation n'est ni meilleure ni pire qu'une autre. Mais elle a ses menaces propres. Pas davantage il n'appartient au pouvoir d'offrir une métaphysique. Il n'est là que pour la justice qui permet la liberté. Mais pré-

cisément le pouvoir ne peut s'épuiser dans l'exercice, même bien accompli, de la seule justice doit être retrouvée et respectée. C'est dire que la technocratie n'est pas, comme la technique, une fatalité. Ce qui signifie qu'il est du ressort du pouvoir d'introduire partout les conditions d'une liberté qui prenne sa place et ses droits dans l'existence entière, puisse se donner à la parole, au sens, à la réflexion, soit responsable de son œuvre, puisse former et poursuivre un vouloir. » (3)

Personnellement, j'apporterais sans doute quelques correctifs mineurs à ce texte. Par exemple, il me semble que parler de fatalité à propos du progrès technique est peut-être contestable, parce qu'il n'est lui-même qu'un des moteurs d'une civilisation dont les ressorts sont multiples. Cette civilisation se définit comme industrielle, mais son avènement industriel s'explique par un ensemble de causes étrangères à la technique, et dont l'ensemble fait système. La caractéristique première de ce système n'étant peut-être pas l'industrie. Je sais que cela va contre Marx, ce n'est pas pour me gêner. Mais l'essentiel n'est pas là. L'essentiel est dans la place, le rôle de la mission du politique. Le politique ce n'est ni « les forces de production », ni « le pouvoir spirituel » porteur d'une métaphysique. Et pourtant, il peut agir sur les orientations majeures d'une civilisation parce que détenant le monopole de la force sans lequel il n'est pas de justice possible, il est en mesure de sauver la liberté. La sienne d'abord, qui consiste à demeurer non seulement arbitre par rapport au jeu social, mais indépendant de l'économique pour lui donner des normes que ce dernier ne conçoit pas dans sa recherche de l'expansion. La liberté du politique est aussi liberté à l'égard du métaphysique, ce qui lui évite de le coloniser, de se l'approprier, et de le dissoudre en religion séculière.

Si la tâche de l'Etat est la justice, il se trouve immédiatement amené à retrouver et à respecter un ordre de justice et à créer les conditions de son essor. Exemple : il est juste que le pouvoir spirituel ne soit point accaparé par l'argent qui n'a aucun droit à la maîtrise des consciences. Ainsi, il est de son devoir de donner liberté au pouvoir spirituel pour reconquérir le droit dont il a été dépossédé. Cela n'a l'air de rien : mais redonner des chances à une parole, à un sens, à une réflexion étrangères à la rationalité de l'idéologie dominante c'est une tâche révolutionnaire. De même, rendre la liberté dans l'ordre économique, à des pouvoirs dont l'origine ne serait ni capitaliste, ni technocratique, cela aussi serait révolutionnaire.

Encore faut-il refaire un Etat dont la seule raison d'être soit la justice. La monarchie française s'est toujours définie par elle, dans la mesure où son origine se confondait avec la justice rendue à la communauté française, où le souci personnel, familial du roi s'identifiait à celui de la nation. Dans la mesure enfin où sa seule légitimité se fondait sur son rôle arbitral, son respect des ordres de justice. La révolution sera donc royaliste ou ne sera pas, dans l'exacte proportion où c'est l'Etat qui assume l'équilibre, le rééquilibrage, éventuellement la révolution dans une société.

Gérard LECLERC

(1) Histoire politique d'*Esprit*. Le Seuil.
(2) Autopsie de la révolution. Calmann-Lévy.
(3) La raison politique. Fayard.